

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1916>



Le billet de Christophe Prudhomme. Numerus clausus

- Cahiers d'exigences : Écrivez vous-mêmes vos exigences en répondant à l'appel -



Date de mise en ligne : jeudi 19 août 2021

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Il y a urgence !.

Mercredi 21 Juillet 2021

Christophe Prudhomme

Alors que l'épidémie de Covid-19 a démontré - s'il en était besoin - que nous manquions de médecins en France, le gouvernement actuel persiste dans sa politique de restriction du nombre d'étudiants dans les facultés de médecine.

M. Macron accumule en effet les mensonges, dans le cas présent l'annonce d'une réforme du mode de sélection avec la « suppression du numerus clausus ». En fait, il n'en est rien.

Car, si le gouvernement ne fixe plus un nombre annuel d'étudiants entrant en deuxième année de médecine, il a délégué cette tâche aux universités dans les régions.

Tout cela avec une perversité sans nom car, même les facultés qui auraient pu augmenter les quotas ne l'ont fait qu'à la marge, faute de moyens.

En effet, dans le cadre de l'autonomie des universités, datant du quinquennat de Sarkozy, les budgets ne sont pas à la hauteur des besoins.

À cela s'ajoute la position du représentant national des doyens des facultés de médecine, qui ne souhaite pas « trop augmenter le nombre d'étudiants pour ne pas avoir trop de médecins après 2030 » !

Le résultat est catastrophique pour les étudiants en cette fin d'année de mise en place de la réforme : un nombre de places insuffisant au concours avec une absence de possibilité de redoublement, la nouveauté de année, renvoyant les recalés à des études en licence, avec une possibilité de réintégrer les études de médecine ensuite.

La mobilisation des étudiants a permis, sous la pression d'un rapport sénatorial et d'une injonction du Conseil d'État au gouvernement pour qu'il revoie sa copie, d'apporter des évolutions qui ne proposent cependant pas une solution pérenne au problème.

La conséquence est un gâchis immense et des jeunes sacrifiés qui, pour ceux qui ont la chance d'avoir une famille qui peut les soutenir, vont essayer de poursuivre leurs études à l'étranger.

La presse belge vient de se faire l'écho d'un afflux d'étudiants français dans leurs facultés de médecine.

Nous constatons ainsi que le gouvernement profite de la crise pour poursuivre sa politique d'organisation de la pénurie de médecins, lui servant en particulier d'argument pour restructurer et fermer des services et des hôpitaux.